

Les principales priorités de l'UE pour l'avenir

08.08.2019

NOTRES PRINCIPES FONDAMENTAUX

HUMANITÉ
IMPARTIALITÉ
NEUTRALITÉ
INDÉPENDANCE
VOLONTARIAT
UNITÉ
UNIVERSALITÉ

Recommandations du Red Cross EU Office à l'intention des décideurs politiques européens

Alors que l'Union européenne (UE) entame une nouvelle législature, le bureau de représentation des Croix-Rouge de l'UE a élaboré ces recommandations soulignant ses principales priorités pour l'avenir de l'Union. Celles-ci ont pour objectif de guider et d'informer les décideurs politiques entamant leur mandat au Parlement européen et à la Commission européenne pour les 5 prochaines années.

Le Red Cross EU Office représente les positions et intérêts des 28 Sociétés nationales de la Croix-Rouge des pays membres de l'UE, la Croix-Rouge norvégienne et la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). Ensemble, nous développons et exprimons des positions et recommandations communes pour l'UE et les États membres. Ces dernières sont basées sur notre longue expérience de terrain et visent à promouvoir la dignité et contribuer au bien-être des personnes les plus vulnérables. Nous analysons aussi les politiques européennes qui pourraient avoir une incidence sur la mise en œuvre du travail de nos membres et nous les aidons à mettre en place des projets conjoints grâce au soutien financier de l'UE.

En étroite collaboration avec leurs autorités nationales respectives et en tant qu'auxiliaires indépendants⁽¹⁾ des pouvoirs publics dans le champ humanitaire, les Sociétés nationales de la Croix-Rouge de l'UE soutiennent les personnes vulnérables grâce à leurs employés et volontaires. Leur expertise de terrain, en matière de secours en cas de catastrophes, de réduction des risques, de santé, d'éducation et d'inclusion sociale, fait de ces organisations des entités uniques à même de contribuer activement à un dialogue sur les politiques de l'UE, en s'appuyant sur des données

concrètes et probantes. La FICR apporte quant à elle sa perspective mondiale et sa longue expérience dans la mise en œuvre d'opérations de secours et de projets de renforcement des capacités des Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Ces recommandations se basent sur l'expertise de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge dans leur travail avec et pour les personnes dans le besoin, au sein et en dehors de l'UE. Elles reflètent notre principe d'intervention basé sur la prévention et l'allègement des souffrances humaines. Notre objectif est de promouvoir des politiques et des programmes européens qui contribuent à respecter la dignité et à favoriser le bien-être des personnes les plus vulnérables, notamment dans les domaines de **l'inclusion sociale, la migration et l'asile, le développement durable, la réponse aux/ et la réduction des risques de catastrophes et de crises.**



Des volontaires de la Croix-Rouge italienne venant en aide aux personnes sans domicile dans les rues de Rome, janvier 2019.

© Croix-Rouge italienne / Emiliano Albensi

1. Voir : <https://media.ifrc.org/ifrc/what-we-do/promoting-principles-and-values/policy-and-diplomacy/the-auxiliary-role/>

INCLUSION SOCIALE

Les Sociétés nationales de la Croix-Rouge accompagnent au quotidien les personnes vulnérables, répondant à leurs besoins et les aidant à vivre dignement. Au sein de l'UE, les volontaires et les employés de la Croix-Rouge gèrent de nombreux types de services pour aider les personnes exposées au risque de marginalisation. Ces activités couvrent notamment la distribution alimentaire, l'aide matérielle, l'organisation d'activités pour renforcer le lien social, la gestion de l'hébergement des personnes sans domicile et des victimes de violences domestiques ainsi que l'amélioration de l'accès à l'emploi. L'UE peut être un moteur important dans l'amélioration de la vie de ces personnes, en renforçant les efforts au niveau local et national et en facilitant leur accès aux services de soins et de santé. Cependant, la Croix-Rouge estime que l'orientation actuelle des politiques sociales de l'UE sur l'emploi et l'accès au marché du travail ne reflète pas la nature complexe de l'exclusion sociale.

Afin d'aider les personnes défavorisées à être mieux incluses dans la société, les décideurs politiques de l'UE devraient:

Prendre en compte la diversité des besoins des personnes vulnérables dans l'élaboration et la mise en œuvre de la législation sociale, des politiques et des programmes de l'UE.

Parmi les 500 millions de citoyens de l'UE, 112 millions sont menacés par la pauvreté ou l'exclusion sociale. Ces personnes ne constituent pas un groupe homogène. Certaines ont un emploi et sont néanmoins en situation de précarité. En parallèle, les enfants, les personnes âgées et celles vivant en situation de privation matérielle sont éloignées du marché du travail et, de ce fait, ne relèvent pas du champ d'application des mesures liées à l'emploi. Les politiques se concentrant uniquement sur l'emploi et l'accès au marché du travail ne répondent donc pas à leurs besoins.

Les politiques sociales de l'UE ne devraient pas uniquement privilégier les mesures liées à l'emploi, mais aussi répondre aux besoins des personnes vulnérables exclues du monde du travail ou des personnes actives en situation de pauvreté. De nombreux groupes, tels que les anciens détenus, les personnes ayant des problèmes de santé mentale ou les personnes sans domicile sont souvent oubliés des politiques européennes. Des actions concrètes sont nécessaires pour mettre en œuvre les 20 principes⁽²⁾ du Socle européen des droits sociaux de manière cohérente. Nous demandons aussi aux décideurs politiques d'avoir un rôle proactif dans le suivi de la mise en œuvre du cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 afin d'assurer que les futurs programmes de l'UE encouragent efficacement les initiatives d'inclusion sociale aux niveaux local et national.

Faciliter l'accès à des services sociaux de qualité et abordables.

En venant en aide aux groupes vulnérables et en répondant à leurs besoins, les services sociaux locaux et nationaux sont essentiels dans la lutte contre l'exclusion sociale. Cependant, ils souffrent actuellement d'un manque de financement et d'investissement. En parallèle, la demande en service de soins et de santé augmente du fait de la pauvreté croissante et du vieillissement de la population. Investir dans des services sociaux de qualité et abordables ne contribuerait pas uniquement à la cohésion sociale et à des sociétés en meilleure santé, mais créerait également des emplois, participant à la stabilité et l'inclusivité de l'économie de l'UE.

Les décideurs politiques de l'UE peuvent prendre des mesures tangibles pour soutenir les services sociaux et les prestataires de services sociaux. Le cadre stratégique tel que le Semestre européen devrait faciliter les investissements pour développer des services de santé et de soins accessibles, de qualité et abordables dans l'ensemble des pays membres de l'UE. De la même manière, le processus du « semestre européen » devrait intégrer le socle européen des droits sociaux et s'appuyer dessus.

2. Voir : https://ec.europa.eu/commission/priorities/deeper-and-fairer-economic-and-monetary-union/european-pillar-social-rights/european-pillar-social-rights-20-principles_fr

MIGRATION ET ASILE

L'absence d'un cadre efficace pour une migration sûre et légale vers l'UE contribue à la migration irrégulière et pousse les personnes à s'engager dans des voyages de plus en plus dangereux⁽³⁾. Les migrants font souvent partie des populations les plus vulnérables de nos sociétés. Néanmoins, la Croix-Rouge est convaincue des nombreux bénéfices potentiels de la migration et des contributions substantielles que les migrants peuvent apporter à la société s'ils sont soutenus de façon efficace⁽⁴⁾. Malheureusement, trop de migrants à travers l'Europe n'ont pas accès aux services de base et aux systèmes sociaux et légaux. Nous sommes inquiets d'observer les graves conséquences humanitaires du statut administratif irrégulier des migrants, qui compromet leurs droits fondamentaux et leur capacité à bénéficier d'une assistance, d'une protection et d'une inclusion.

Afin de mieux protéger et soutenir tous les migrants, nous demandons aux décideurs politiques de l'UE de privilégier ce qui suit:

Préserver la dignité et les droits de tous les migrants dans les politiques européennes relatives à la migration, à l'asile et aux frontières.

Des volontaires de la Croix-Rouge équatorienne aident les migrants à rester en contact avec leurs familles en leur offrant un service d'appel gratuit, Rumichaca, février 2019.

© Croix-Rouge néerlandaise / Arie Kievit



Les droits des migrants et leurs besoins humanitaires sont mis à mal par l'attention soutenue portée par l'UE à la lutte contre l'immigration irrégulière. S'il est important de s'attaquer aux conséquences humanitaires du trafic de migrants et de la traite des êtres humains, l'accent disproportionné mis sur le contrôle des frontières et les mesures de retour ont un effet préjudiciable sur la dignité et le bien-être des migrants.

Les législations européennes en matière de frontières, de migration et d'asile devraient inclure le respect des droits fondamentaux des migrants⁽⁵⁾. Nous demandons aux décideurs politiques de défendre l'espace humanitaire en s'assurant que les activités humanitaires en faveur des migrants, y compris ceux en situation irrégulière, soient soutenues et non sanctionnées. Par ailleurs, la législation de l'UE devrait veiller à ce que la détention reste une mesure utilisée en dernier ressort, et que les personnes vulnérables ne soient jamais détenues⁽⁶⁾.

Garantir un accès effectif à la protection internationale dans toute l'UE.

Malgré une baisse du nombre d'arrivées dans l'UE, le nombre de personnes qui décèdent durant leur parcours migratoire est extrêmement élevé du fait de l'absence de voies légales et sûres pour accéder à la protection. Les personnes parvenant à rejoindre l'UE sont confrontées à des normes législatives sur l'asile disparates en fonction des États membres⁽⁷⁾.

La réforme du régime d'asile européen commun (RAEC) doit être finalisée pour assurer que chaque personne nécessitant d'une protection internationale ait accès à des procédures d'asile justes,

3. Voir: <https://redcross.eu/positions-publications/perilous-journeys-vulnerabilities-along-migratory-routes-to-the-eu>

4. Voir: <https://redcross.eu/positions-publications/moving-forward-together>

5. Voir: <https://redcross.eu/positions-publications/protecting-the-dignity-and-rights-of-migrants-in-an-irregular-situation-1>

6. RCEU, Detention and alternatives to detention, à venir.

7. Voir: <https://redcross.eu/positions-publications/reforming-the-common-european-asylum-system-in-a-spirit-of-humanity-and-solidarity>

transparentes, compréhensibles et de qualité, ainsi qu'à des installations d'accueil dans l'ensemble de l'UE. Contribuer de manière appropriée à la solidarité mondiale nécessite également la mise en place urgente de systèmes de regroupement familial efficaces, ainsi que l'amélioration des programmes de réinstallation et de visas humanitaires⁽⁸⁾.

Répondre aux besoins des personnes déplacées grâce à la coopération extérieure de l'UE en matière de migration.

La migration peut être une situation gagnant-gagnant tant pour les pays d'origine que pour ceux de destination. L'action extérieure de l'UE a de plus en plus tendance à se concentrer sur des mesures visant à prévenir la migration. Les priorités en matière de politiques de développement et d'affaires étrangères sont souvent influencées par une collaboration avec les pays tiers basée sur le contrôle de la migration, y compris à travers la gestion des retours et des frontières.

La Croix-Rouge estime que l'approche de l'UE visant à lier la migration aux politiques de coopération au développement devrait avoir pour objectif de répondre aux besoins humanitaires et aux droits fondamentaux des migrants. Les programmes répondant aux situations auxquelles font face les migrants tout au long de leur parcours migratoire doivent être soutenus financièrement et opérationnellement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE



Eva Turro Font, de la Croix-Rouge espagnole, inspecte la source d'eau dans un centre pour personnes déplacées à Ifapa, Mozambique, 2019.

© FICR/ Corrie Butler

Les crises prolongées, la lutte pour l'accès aux ressources rares, la dynamique des populations et les effets de plus en plus importants des changements climatiques sont parmi les facteurs rendant la coopération au développement plus difficile. Les inégalités ne cessant d'augmenter, concevoir et mettre en place des solutions efficaces à long terme permettant de renforcer les capacités et de répondre aux vulnérabilités sous-jacentes est d'autant plus important. La Croix-Rouge pense que l'UE peut jouer un rôle de premier plan dans la promotion d'un développement durable dans le monde entier.

Afin de renforcer la résilience et de contribuer à éradiquer les causes profondes des déséquilibres du développement mondial, les décideurs politiques de l'UE devraient:

Engager les Organisations de la Société Civile (OSC), y compris les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du

Croissant-Rouge, dans les processus d'élaboration des politiques de développement.

Dans de nombreux pays, les OSC accèdent de plus en plus difficilement aux processus de prise de décisions. Les communautés et les individus ont dès lors des opportunités limitées d'exprimer leurs points de vue et opinions, de même que peu de marges de manœuvre pour prendre des mesures responsables qui permettraient d'atténuer leurs vulnérabilités. Les OSC aident à assurer la meilleure représentation de l'ensemble des segments de la population et jouent un rôle essentiel dans l'accompagnement et le soutien des communautés, étant elles même confrontées à ces défis complexes. Permettre et améliorer leur pleine participation est par conséquent essentiel pour atteindre un développement durable.

L'UE devrait assurer une implication significative des OSC dans les processus de prise de décisions en les incluant dans l'identification des priorités et l'élaboration des stratégies de développement,

8. Voir: <https://redcross.eu/positions-publications/legal-avenues-to-access-international-protection-in-the-eu>



Distribution de produits non alimentaires auprès de 45 ménages (315 personnes) dans la province d'Herat, en Afghanistan, avril 2019.

© Société du Croissant-Rouge afghan / Meer Abdullah

ainsi que dans la mise en œuvre des plans de réponses communautaire, aux niveaux local et régional. L'UE devrait également augmenter son soutien financier alloué aux OSC locales, y compris les Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, pour aider les communautés à s'approprier leurs propres programmes de développement.

Adopter une approche intégrée de la coopération au développement, de l'adaptation aux changements climatiques et de la réduction des risques de catastrophes.

Si l'on ne parvient pas à atténuer les changements climatiques et à s'y adapter, cela engendra des effets climatiques de plus en plus extrêmes et fréquents ainsi que la multiplication des risques. Il est largement reconnu que les pays en développement seront les plus durement touchés et que ce sont les communautés vulnérables qui en souffriront le plus⁽⁹⁾.

L'UE devrait assurer une approche intégrée et holistique du développement, de l'adaptation aux changements climatiques et de la réduction des risques de catastrophes. Les projets de développement devraient tenir compte de l'évaluation de l'ensemble des risques et y répondre de façon globale. Nous demandons également à l'UE de renforcer ses efforts pour s'assurer que ses programmes de développement et ses politiques soient adaptés afin de contribuer le moins possible aux émissions de gaz à effet de serre. Le principe d'"éviter de nuire" lié aux changements climatiques devrait être appliqué à l'ensemble des projets financés par l'UE et aux partenariats qui les mettent en œuvre, y compris ceux du secteur privé.

Donner la priorité aux plus vulnérables dans les politiques et les programmes de développement de l'UE.

L'inégalité entrave sévèrement le développement social et humain des individus. Les personnes âgées, en situation de handicap, de précarité et/ou marginalisées, n'ayant pas accès à l'information, aux structures décisionnelles, aux ressources, et à la justice sociale, sont souvent laissées pour compte.

Nous demandons à l'UE de lutter activement contre la discrimination et l'inégalité des chances, ainsi que de veiller à ce que tous les groupes aient accès aux ressources et services offerts par ses programmes et projets de développement. Les organisations financées par les politiques de développement de l'UE devraient être encouragées à accroître les activités de promotion de l'inclusion sociale, en se concentrant sur les besoins spécifiques des groupes vulnérables et marginalisés. L'UE devrait s'assurer que ses systèmes et conditions financières soient conçus de manière à ce que les fonds bénéficient aux plus vulnérables.

CATASTROPHES ET CRISES

En dépit d'avancées mondiales sur la réduction de la mortalité liée aux catastrophes, les catastrophes naturelles continuent d'affecter de manière disproportionnée les zones les plus à risques et les personnes les plus vulnérables. On estime que 2 milliards de personnes ont été touchées par des catastrophes au cours de ces 10 dernières années, dont plus de 95 % étaient liées aux conditions climatiques⁽¹⁰⁾. La Croix-Rouge considère que le secteur humanitaire tout entier doit prendre

9. Voir: https://www.ifrc.org/Global/Documents/Secretariat/201610/WDR_2016-FINAL_web.pdf

10. Voir: <https://media.ifrc.org/ifrc/wp-content/uploads/sites/5/2018/10/B-WDR-2018-FR-LR.pdf>

un engagement plus fort pour répondre aux besoins les plus urgents. En sa qualité de plus grand donateur humanitaire mondial, l'UE a un rôle essentiel à jouer.

Afin de mieux répondre aux besoins humanitaires actuels, de réduire les vulnérabilités et de prévenir les futures catastrophes, nous demandons aux décideurs politiques de l'UE de donner la priorité à ce qui suit:

Garantir que l'aide humanitaire de l'UE et les secours relevant de la protection civile restent ancrés dans le consensus européen sur l'aide humanitaire.

En tant que cadre clé pour l'action humanitaire de la Commission européenne et des Etats membres de l'UE, le consensus européen sur l'aide humanitaire⁽¹¹⁾ nécessite une réaffirmation constante, y compris dans le contexte d'intervention de la protection civile en dehors de l'UE⁽¹²⁾. Les crises actuelles sont de plus en plus longues et récurrentes. Elles représentent souvent un mélange complexe de conflits violents, de fragilités et de migrations, pouvant être aggravées par des catastrophes naturelles, les changements climatiques et une dégradation environnementale.

Alors que l'UE explore des manières plus intégrées de répondre à ces scénarios complexes, elle devrait soutenir activement la préservation de l'espace humanitaire à tous les niveaux. Cela en veillant au respect de l'action humanitaire, basée sur des principes et une évaluation indépendante des besoins. Aussi, l'utilisation des ressources de la protection civile doit être fondée sur l'évaluation des besoins et centrée sur les domaines où elle a le plus de valeur ajoutée, sans dupliquer les efforts de l'aide dispensée par les acteurs humanitaires.

Renforcer la préparation à la réponse aux catastrophes à tous les niveaux.

Renforcer la préparation réduit la vulnérabilité et augmente la résilience des populations touchées à s'adapter, se relever et retourner à une situation de normalité le plus rapidement possible suite à un désastre. Sans augmentation de l'investissement en matière de réduction des risques, d'approches d'anticipation et de résilience communautaire, des millions de personnes vulnérables seront toujours laissées de côté. De plus, l'efficacité des réponses d'urgence et les activités de préparation et de rétablissement à plus long terme sont souvent entravées par l'absence d'une base légale solide encadrant le système national de gestion des risques de catastrophes.

L'UE devrait soutenir systématiquement l'inclusion des mesures de réduction des risques de catastrophes à tous les niveaux, tant au sein qu'en dehors de l'UE. Elle devrait aussi investir dans la préparation des cadres juridiques nationaux afin d'assurer une clarté dans les responsabilités respectives, les actions prioritaires, l'allocation des ressources et la coordination. En outre, des procédures juridiques adéquates doivent être mises en place pour faciliter la coopération transfrontalière en cas d'urgences.

Soutenir et renforcer le rôle des acteurs locaux.

La réponse locale aux catastrophes est essentielle pour sauver des vies et permettre aux communautés d'améliorer leur résilience aux crises, comme reconnu dans le consensus européen sur l'aide humanitaire. Cependant, les capacités significatives et les contributions des acteurs humanitaires locaux et nationaux ne sont pas suffisamment reflétées dans leur accès aux ressources et dans les processus de prise de décisions. En 2017, par exemple, seulement 2.9 % de l'aide humanitaire internationale a été directement attribuée aux intervenants et aux secours locaux et nationaux⁽¹³⁾.

Les acteurs locaux ont une position stratégique unique pour lier la préparation et la réponse aux catastrophes afin de faciliter un relèvement à long terme et un développement durable. En accord avec les engagements mondiaux du «Grand Bargain» sur la localisation de l'aide, l'UE devrait augmenter la proportion de fonds alloués aux niveaux infranational et local, en se concentrant sur le renforcement des capacités institutionnelles de ces acteurs.

11. Voir: [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:42008X0130\(01\)&from=EN](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:42008X0130(01)&from=EN)

12. Voir: <https://redcross.eu/positions-publications/red-cross-societies-and-ifrc-secreteriat-relations-with-european-union-civil-protection-actors-for-international-activities>

13. Voir: <https://media.ifrc.org/ifrc/wp-content/uploads/sites/5/2018/10/B-WDR-2018-EN-LR.pdf>



Red Cross EU Office
Rue de Trèves 59-61 Trierstraat
1040 Bruxelles
Belgium
Tel: +32 (0)2 235 06 80
Fax: +32 (0)2 230 54 64
Email: infoboard@redcross.eu
www.facebook.com/RedCrossEU